

LE MOUVEMENT DE CONTESTATION THAÏLANDAIS (2020-2021) : ANATOMIE OPÉRATIONNELLE D'UNE MOBILISATION « LEADERLESS » FACE À UN RÉGIME HYBRIDE MILITARO-MONARCHIQUE

Points clés

- 1. Le mouvement de contestation thaïlandais de 2020-2021 constitue la plus importante mobilisation populaire depuis 2010** et marque une rupture historique par la remise en cause publique de la monarchie, jusque-là largement taboue.
- 2. Inspiré des mobilisations de Hong Kong, il repose sur une organisation horizontale et « leaderless »**, combinant réseaux sociaux, mobilisation décentralisée et répertoires d'action innovants, qui lui confèrent une forte résilience face à la répression.
- 3. Le mouvement a réussi à imposer ses thèmes dans le débat public**, à mobiliser durablement une nouvelle génération militante et à faire émerger un débat inédit sur la Constitution et le rôle politique de la monarchie.
- 4. En revanche, il a échoué à atteindre ses principaux objectifs stratégiques** : ni la chute du gouvernement Prayuth, ni une réforme constitutionnelle majeure, ni une évolution du statut de la monarchie n'ont été obtenues.
- 5. L'étude met ainsi en évidence le paradoxe des mouvements contemporains « leaderless »** : une très forte efficacité tactique en matière de mobilisation et de résilience, mais une capacité limitée à transformer cette dynamique en victoires institutionnelles face à un régime hybride disposant d'importants leviers coercitifs.

SOMMAIRE

Chronologie	3
Introduction	4
I. Genèse et contexte structurel	5
II. Des revendications socio-économiques à la remise en cause de la monarchie	6
III. L'opérationnalité du mouvement	7
IV. La réaction de l'État	11
V. Bilan : réussite opérationnelle, échec stratégique	12
VI. Leçons opérationnelles	13
Sources	14



CHRONOLOGIE

21 FÉV. 2020

Dissolution du *Future Forward Party* : la Cour constitutionnelle rend Thanathorn inéligible dix ans.

JUIN 2020

Disparition forcée du militant Wanchalerm Satsaksit, qui relance la mobilisation en ligne.

18 JUILLET 2020

***Free Youth* organise à Bangkok le premier grand rassemblement de rue du mouvement.**

10 AOÛT 2020

Dix demandes de réforme de la monarchie rendues publiques à l'université Thammasat.

16 AOÛT 2020

Entre 20 000 et 25 000 manifestants se réunissent au *Democracy Monument*, point culminant de la première vague.

17 NOV. 2020

Le Parlement rejette la majorité des amendements ; violents affrontements près du Parlement.

10 NOV. 2021

La Cour constitutionnelle juge la réforme monarchique inconstitutionnelle, coup décisif au mouvement.

INTRODUCTION

Entre février 2020 et la fin de 2021, la Thaïlande a connu la plus importante vague de contestation populaire depuis les affrontements « *chemises rouges* » de 2010. Portée par une génération d'étudiants et de lycéens, elle s'est distinguée par **deux ruptures majeures** : la remise en cause frontale, pour la première fois dans l'histoire contemporaine du royaume, du rôle politique et patrimonial de la monarchie ; et l'adoption d'un modèle organisationnel horizontal, délibérément « *sans leader* », directement inspiré des révoltes de Hong Kong de 2019.

Le mouvement a été opérationnellement efficace surtout au niveau de **la modification de l'agenda politique**, de **la rupture discursive sur la monarchie**, et de **la résilience tactique face à la répression**. Il a réussi à déplacer le centre de gravité du débat politique thaïlandais et à faire émerger une nouvelle génération militante. En revanche, il n'a obtenu ni la démission de Prayut Chan-o-cha, ni une nouvelle Constitution conforme à ses attentes, ni une réforme institutionnelle de la monarchie avant la fin de 2021.



Carte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

I. GENÈSE ET CONTEXTE STRUCTUREL

Le régime thaïlandais issu du coup d'État de 2014 repose sur une architecture conçue pour verrouiller l'alternance démocratique. La Constitution de 2017, rédigée sous la junte, associe une Chambre des représentants élue à **un Sénat de 250 membres dont environ 200 sont nommés par les militaires, les deux chambres élisant conjointement le Premier ministre**. Ce dispositif a permis au général Prayuth Chan-o-cha, chef du coup de 2014, de conserver le pouvoir après les élections de 2019, alimentant un sentiment de **blocage démocratique structurel chez les jeunes générations**.

L'étincelle est venue de **la dissolution, en février 2020, du Future Forward Party (FFP)**, formation réformiste plébiscitée par les jeunes électeurs lors du scrutin de 2019, et de la mise à l'écart politique de son chef Thanathorn Juangroongruangkit pour dix ans. Cette décision de la Cour constitutionnelle, motivée par un prêt illégal de 191,2 millions de bahts jugé contraire aux lois sur le financement des partis, a déclenché des rassemblements spontanés sur les campus, stoppés net par la pandémie de COVID-19 au printemps 2020.

Le mouvement a repris et changé d'échelle à l'été 2020, sous l'effet catalyseur de la violence politique du gouvernement matérialisée par **la disparition forcée, en juin 2020, du militant en exil Wanchalerm Satsaksit**, et d'une **exaspération économique et sociale exacerbée par la crise sanitaire**, qui a mis en lumière les inégalités générationnelles et le contraste entre l'austérité imposée à la population et le train de vie du roi Vajiralongkorn, alors installé en Allemagne.

Cette double séquence, blocage institutionnel puis répression visible, pose dès 2020 les bases d'une contestation qui ne visera plus seulement le gouvernement, mais l'architecture même du régime.



Rassemblement d'étudiants de l'université Srinakharinwirot, sur le campus d'Ongkharak, contre la dissolution du Future Forward Party, le 25 février 2020, CC BY-SA 4.0.

II. DES REVENDICATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES À LA REMISE EN CAUSE DE LA MONARCHIE

Même si les premières revendications avaient commencé à émerger dès le début de l'année, le mouvement s'est structuré, **à partir d'août 2020**, autour de trois revendications cardinales : **la démission du gouvernement Prayuth, l'adoption d'une nouvelle Constitution rédigée par une assemblée représentative, et la réforme de la monarchie ainsi que de la loi de lèse-majesté** (article 112 du Code pénal), qui prévoit jusqu'à quinze ans de prison pour toute critique du souverain.

Le 10 août 2020, à l'université Thammasat, **dix demandes précises** concernant l'institution royale sont rendues publiques : transparence sur la fortune du roi, suppression du contrôle royal direct sur certaines unités militaires, fiscalisation des biens de la Couronne, brisant un tabou considéré jusque-là comme absolu.



P. Sithijirawattanakul jette les feuilles de son discours sur les dix revendications relatives à la réforme de la monarchie, à l'université Thammasat, le 10 août 2020, CC BY-NC.

Cette radicalisation progressive du corpus revendicatif a eu **un effet ambivalent** : elle donne au mouvement une singularité historique et une forte charge symbolique, mais rigidifie aussi le rapport de force en rendant toute négociation avec l'*establishment* quasiment impossible.

En brisant ce tabou, les manifestants changent la nature du conflit : **il ne s'agit plus seulement de contester un gouvernement, mais l'architecture même du pouvoir, monarchie comprise**. Cette bascule rend toute désescalade plus difficile pour les deux camps.

III. L'OPÉRATIONNALITÉ DU MOUVEMENT : UN « OPEN-SOURCE PROTEST » À LA THAÏLANDAISE

L'efficacité du mouvement a reposé d'abord sur **sa capacité à réduire considérablement le coût d'entrée dans l'action collective**. Dans un contexte autoritaire où l'adhésion à une organisation structurée expose rapidement à la surveillance, les militants ont privilégié des **formes d'engagement souples et reproductibles** : flash mobs, hashtags, rassemblements thématiques et références culturelles partagées permettaient à chacun de participer sans intégrer une organisation hiérarchisée. Cette faible barrière à l'entrée a favorisé une **mobilisation rapide et massive**, en particulier parmi **les étudiants et les lycéens**. Les travaux d'ARTICLE 19 et de l'ISEAS montrent que **les réseaux sociaux** ont permis d'organiser des rassemblements à très court préavis, de modifier les lieux de rendez-vous selon les contraintes sécuritaires et de coordonner simultanément des mobilisations dans les universités, les lycées et les provinces.



Infographie de préparation au rassemblement du 18 juillet 2020, diffusée sur les réseaux sociaux.

Une **adaptabilité tactique de tous les instants** a également caractérisé le mouvement. Face aux interdictions de manifester, aux fermetures de stations de transport, aux arrestations ciblant les organisateurs ou aux tentatives de blocage des canaux numériques de *Free Youth*, le mouvement a systématiquement modifié ses modes d'action. **Les rassemblements étaient déplacés, fragmentés ou reprogrammés en quelques heures**, tandis que **de nouveaux outils numériques prenaient le relais dès qu'un réseau devenait difficile d'accès**. Cette plasticité a été particulièrement visible en octobre 2020, lorsque l'état d'urgence renforcé n'a pas empêché la succession quasi quotidienne de flash mobs dans Bangkok.

La **dimension symbolique** du mouvement a constitué un autre levier essentiel de son efficacité. Les **nombreuses références à la culture populaire**, qu'il s'agisse du salut à trois doigts issu de *Hunger Games*, des costumes inspirés de *Harry Potter* ou des codes visuels propres aux réseaux sociaux, remplissaient **plusieurs fonctions stratégiques** : réduire la peur en dédramatisant l'engagement, rendre les messages immédiatement compréhensibles pour une génération socialisée dans les cultures numériques, faciliter leur diffusion internationale et favoriser leur viralité en ligne.



Manifestants faisant le salut à trois doigts à Bangkok, le 16 août 2020. © Milktea2020, CC BY-SA 4.0..

Cette dynamique a été renforcée par **l'élargissement progressif de la coalition contestataire**. Initialement centré sur le collectif *Free Youth*, le mouvement s'est structuré autour d'acteurs complémentaires : *Free People* a élargi la mobilisation au-delà du milieu étudiant, les **lycéens** sont devenus des acteurs à part entière, les **réseaux LGBTQ+** et les **collectifs artistiques** ont renouvelé les formes d'action, tandis que **les communautés de fans de K-pop** ont mis leur expertise en financement participatif au service du mouvement. Des **organisations** comme *iLaw* ou *Thai Lawyers for Human Rights* ont apporté une expertise juridique essentielle.



Matériel de mobilisation (drapeaux, provisions) rassemblé au sol avant un rassemblement, 2020.

La répression a parfois produit des effets inverses à ceux recherchés par les autorités. Les violences policières du 16 octobre 2020 illustrent bien ce **phénomène de boomerang** : **l'usage de canons à eau contre des manifestants non armés** a suscité une forte émotion dans l'opinion publique et **renforcé les mécanismes de solidarité**. Reuters a montré que les communautés de fans de K-pop avaient transformé leur indignation en campagnes de **collecte de fonds**, en achats d'équipements de protection et en financement de l'assistance juridique aux manifestants poursuivis. *Amnesty International* et *ARTICLE 19* ont conclu que plusieurs interventions policières avaient donné lieu à un **usage excessif ou illégal de la force**. Si la répression a accru les risques encourus par les manifestants, elle a aussi contribué, dans plusieurs séquences, à **élargir les soutiens sociaux** dont bénéficiait le mouvement.



Canon à eau utilisé contre les manifestants lors des rassemblements à Bangkok le 16 octobre 2020.

Malgré un contexte institutionnel largement verrouillé, **la contestation est parvenue à exploiter certaines brèches du système politique**. La campagne lancée par *iLaw* en faveur d'une réforme constitutionnelle, soutenue par plus de 100 000 signatures, a obligé le Parlement à inscrire cette question à son agenda. Plus largement, les mobilisations ont imposé **un débat national inédit sur la légitimité de la Constitution de 2017 et sur le fonctionnement des institutions thaïlandaises**.

À la fin de l'année 2021, plusieurs objectifs peuvent être considérés comme partiellement atteints. **Le mouvement est d'abord parvenu à désacraliser le débat autour de la monarchie**, en faisant entrer dans l'espace public des propositions détaillées de réforme sur un sujet jusqu'alors largement tabou, même si la critique de la monarchie reste depuis 2023 un prétexte récurrent de dissolution de partis progressistes, comme ce fut le cas le 7 août 2024 avec le *Move Forward Party*. Il a également réussi à **massifier l'opposition au pouvoir durant l'été et l'automne 2020**, tout en faisant émerger une nouvelle génération de militants dont les réseaux, les pratiques organisationnelles, les compétences numériques et les capacités de contentieux ont largement survécu au reflux des manifestations de rue.

Ce bilan intermédiaire illustre le paradoxe déjà identifié : **une efficacité tactique réelle, mais qui ne suffit pas à elle seule à faire plier un pouvoir disposant du monopole coercitif**, comme le montre la réaction de l'État.

IV. LA RÉACTION DE L'ÉTAT : UNE RÉPRESSION GRADUÉE ET MULTIFORME

Face à cette mobilisation, l'appareil d'État a déployé un éventail de réponses caractéristique d'un régime hybride, **combinant le maintien d'institutions démocratiques formelles avec le recours à des instruments juridiques, judiciaires et coercitifs**. On observe l'usage extensif du décret d'urgence sanitaire pour interdire les rassemblements, des arrestations arbitraires et détentions provisoires répétées des mêmes militants, des unités de guerre informationnelle chargées de discréditer les organisateurs, la censure en ligne, la mobilisation de groupes royalistes, et surtout un recours croissant à l'article 112 sur le crime de lèse-majesté à partir de fin 2020, après que le Premier ministre Prayuth a annoncé que « *toutes les lois* » seraient désormais appliquées contre les manifestants.

Cette répression a connu une **escalade physique** avec l'usage de canons à eau, de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc près du Parlement en novembre 2020, suivie par **la mort d'un manifestant en octobre 2021**, atteint par balle réelle.

Sur le plan juridique, **la décision de la Cour constitutionnelle du 10 novembre 2021** a constitué un point de bascule, jugeant que les revendications de réforme monarchique équivalaient à une tentative de renversement du régime, dans **une décision largement qualifiée de « coup d'État judiciaire »**.



Police anti-émeute mobilisée lors des rassemblements à Bangkok, 2020.

V. BILAN : UNE RÉUSSITE OPÉRATIONNELLE, UN ÉCHEC STRATÉGIQUE

Sur le plan des objectifs affichés, le mouvement de 2020-2021 s'est soldé par **un échec**. **Prayuth Chan-o-cha est resté au pouvoir jusqu'aux élections de 2023**. Si son départ ne peut être directement attribué aux manifestations, celles-ci ont largement contribué à structurer le débat public et à légitimer des revendications reprises ensuite par le *Move Forward Party* (MFP), arrivé en tête du scrutin de 2023 sur un programme progressiste largement inspiré des aspirations exprimées en 2020. Le parti a mobilisé un électorat jeune, urbain et diplômé, sociologiquement proche des participants au mouvement.

En revanche, **aucune réforme constitutionnelle significative n'a été adoptée dans le sens souhaité par les protestataires**, le Parlement ayant rejeté la plupart des propositions d'amendement en novembre 2020 ; la monarchie n'a fait l'objet d'aucune réforme et l'article 112 demeure pleinement en vigueur. Les principales figures du mouvement ont été poursuivies, certaines cumulant plusieurs centaines de jours de détention, avant que la décision de la Cour constitutionnelle de novembre 2021 ne porte un coup décisif à la dynamique de rue.

Dès 2022, les manifestations de masse se sont tari, sous l'effet conjugué de la répression judiciaire, de l'épuisement militant et de divisions internes croissantes, notamment autour de l'introduction, mal maîtrisée, de symboles associés au communisme qui ont fragilisé l'image du mouvement.

Sur le plan opérationnel de moyen terme, **plusieurs acquis méritent d'être soulignés** : une capacité de mobilisation inédite, avec environ 350 événements de protestation recensés entre juillet et décembre 2020 seuls et des pics entre 20 000 et 100 000 participants, obtenue sans structure partisane centralisée ; une résilience organisationnelle face à la répression ciblée, grâce à l'horizontalité et à la redondance des collectifs ; et un transfert générationnel vers l'arène électorale, les thèmes portés par la rue ayant été institutionnalisés par le *Move Forward Party*, héritier politique du *Future Forward Party* dissous.

Le mouvement thaïlandais de 2020-2021 illustre ainsi une dissociation caractéristique des contestations « *leaderless* » contemporaines : **une très forte efficacité tactique en matière de mobilisation, mais une capacité limitée à transformer cette dynamique en victoires institutionnelles** face à un pouvoir disposant du monopole coercitif.

VI. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

Organisation horizontale

En abaissant le coût d'entrée dans l'action collective et en limitant la dépendance à quelques figures centrales, les structures « *leaderless* » renforcent la résilience face aux arrestations ciblées et permettent une adaptation rapide.

Créativité symbolique

Les références à la culture populaire et les codes graphiques réduisent la peur de l'engagement et augmentent fortement la viralité des mobilisations.

Maîtrise de l'écosystème numérique

L'utilisation coordonnée des réseaux sociaux et des codes visuels facilite la mobilisation et réduit l'impact des tentatives de censure.

Élargissement de la coalition

L'intégration d'acteurs issus de la société civile, de collectifs culturels ou de communautés numériques diversifie les ressources disponibles et prolonge la mobilisation au-delà du noyau militant initial.

Leadership diffus, négociation limitée

Les organisations décentralisées résistent mieux à la répression, mais peinent à transformer un rapport de force en compromis politique, faute d'interlocuteurs reconnus.

Court terme, long terme

Un cycle protestataire peut être défait sur le plan institutionnel tout en transformant durablement la culture politique et les recompositions électorales.

Répression contre-productive

Les violences policières ou les poursuites judiciaires renforcent parfois la solidarité et alimentent les campagnes de soutien, mais cet effet reste temporaire si la répression se durcit dans la durée.

Tactique réussie, stratégie inachevée

Un mouvement peut mobiliser massivement sans obtenir de réformes face à un pouvoir disposant du monopole coercitif et d'institutions verrouillées.

SOURCES

- (1) Duncan McCargo, « *Disruptors' Dilemma? Thailand's 2020 Gen Z Protests* », *Critical Asian Studies* 53, no 2 (2021)
- (2) Charlie Campbell, « *Her Family Was Ousted From Power in Thailand* », *Time*, 18 avril 2023
- (3) Amy Gunia, « *A Thai Opposition Party That Pushed for Democratic Reform Has Just Been Disbanded* », *Time*, 21 février 2020
- (4) Amnesty International, « *Thailand: Authorities Must Investigate Disappearance of Exiled Activist Wanchalearm Satsaksit* », 5 juin 2020
- (5) Rebecca Ratcliffe, « *Thailand's Lèse-Majesty Laws Explained in 30 Seconds* », *The Guardian*, 7 août 2024
- (6) Rebecca Ratcliffe, « *Thousands Gather in Thailand for Anti-Government Protest* », *The Guardian*, 19 septembre 2020
- (7) ARTICLE 19, « *Thailand: Sedition, Lèse-Majesté Charges Against Protesters Proliferate* », 25 novembre 2021 ; ISEAS – Yusof Ishak Institute, analyses 2020-2021
- (8) Rebecca Ratcliffe, « *Thousands of Thais Defy Crackdown on Protests in Bangkok* », *The Guardian*, 17 octobre 2020
- (9) Thai Lawyers for Human Rights, « *Statistics of Political Cases* », consulté le 4 juillet 2026
- (10) W. Lance Bennett et Alexandra Segerberg, *The Logic of Connective Action*, Cambridge University Press, 2013
- (11) Amnesty International, « *Thailand: NGO Law Would Strike 'Severe Blow' to Human Rights* », 2 avril 2021
- (12) Reuters, « *Thai Court Rules Calls for Monarchy Reform an Attempt to Overthrow the Monarchy* », 10 novembre 2021
- (13) Rebecca Ratcliffe, « *Court Bans Largest Thai Political Party over Pledge to Change Lèse-Majesty Law* », *The Guardian*, 7 août 2024